



OCCASIONAL PAPER NO 139

South African Foreign Policy and African Drivers Programme

April 2013

Le Sénégal de Wade Face à la Guinée-Bissau : Pays- frère, Tuteur ou Hégémon ?

Vincent Foucher

South African Institute of International Affairs

African perspectives. Global insights.

ABOUT SAIIA

The South African Institute of International Affairs (SAIIA) has a long and proud record as South Africa's premier research institute on international issues. It is an independent, non-government think-tank whose key strategic objectives are to make effective input into public policy, and to encourage wider and more informed debate on international affairs with particular emphasis on African issues and concerns. It is both a centre for research excellence and a home for stimulating public engagement. SAIIA's occasional papers present topical, incisive analyses, offering a variety of perspectives on key policy issues in Africa and beyond. Core public policy research themes covered by SAIIA include good governance and democracy; economic policymaking; international security and peace; and new global challenges such as food security, global governance reform and the environment. Please consult our website www.saiia.org.za for further information about SAIIA's work.

ABOUT THE SOUTH AFRICAN FOREIGN POLICY AND AFRICAN DRIVERS PROGRAMME

Since the fall of Apartheid in 1994, South Africa's foreign policy has prioritised the development of Africa. To achieve its 'African Agenda' objectives, South Africa needs to intensify its strategic relations with key African countries. SAIIA's South African Foreign Policy and African Drivers (SAFPAD) Programme has a two-pronged focus. First, it unpacks South Africa's post-1994 Africa policy in two areas: South Africa as a norm setter in the region and South Africa's potential to foster regional co-operation with key African states and other external partners, in support of the continent's stabilisation and development. Second, it focuses on key African driver countries' foreign policy objectives that have the ability to influence, positively or negatively, the pace of regional co-operation and integration. SAFPAD assumes a holistic examination of the internal and external pressures that inform each driver country's foreign policy decisions by exploring contemporary domestic factors; the scope of their bilateral relations; their role in the regional economic communities; and lastly their relations with South Africa.

SAIIA gratefully acknowledges the Danish International Development Agency and the Swedish International Development Agency which generously support the SAFPAD Programme.

Programme head: Tjiurimo Hengari, Alfredo.Hengari@wits.ac.za

© SAIIA April 2013

All rights are reserved. No part of this publication may be reproduced or utilised in any form by any means, electronic or mechanical, including photocopying and recording, or by any information or storage and retrieval system, without permission in writing from the publisher. Opinions expressed are the responsibility of the individual authors and not of SAIIA.

Please note that all currencies are in US\$ unless otherwise indicated.

RÉSUMÉ

A cause du conflit de basse intensité qui affecte son sud casamançais, le Sénégal doit prêter une attention particulière à la Guinée-Bissau qui lui est frontalière. Face à son petit voisin guinéen, pauvre et encore fragilisé par la guerre de 1998, le Sénégal a combiné sa légitimité démocratique, ses réseaux diplomatiques et ses maigres ressources matérielles pour mener tout au long des années 2000 une véritable politique d'influence et de patronage. Il a ainsi obtenu l'engagement significatif de l'armée guinéenne contre les rebelles casamançais. Loin d'être un simple relai de la politique de la France ou de l'Occident, le Sénégal a ainsi démontré, sous la direction d'Abdoulaye Wade, sa capacité à profiter d'une conjoncture favorable pour exercer un véritable pouvoir, malgré ses moyens limités.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Vincent Foucher a obtenu son doctorat en sciences politiques à l'École africaine des études orientales et africaines (*School of Oriental and African Studies*) de Londres. De 2003 à 2011, il a occupé un poste de chercheur au Centre national de la recherche scientifique, au sein du Centre d'Étude d'Afrique Noire (aujourd'hui rebaptisé Centre d'Étude des Mondes Africains) à Bordeaux. De 2006 à 2008, il a également occupé le poste de rédacteur en chef de *Politique Africaine*, une revue de premier rang dédiée aux affaires africaines contemporaines. Il occupe aujourd'hui la fonction d'analyste principal au sein de l'agence ouest africaine de l'International Crisis Group, à Dakar.

ABBREVIATIONS ET ACRONYMES

AFP	Agence France-Presse
APS	Agence de Presse Sénégalaise
CFA	Communauté financière d'Afrique ou Communauté Financière Africaine
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
FCFA	Franc CFA
Fesman	Festival Mondial des Arts Nègres
FLING	Frente de Luta pela Independência Nacional da Guiné
ICG	<i>International Crisis Group</i>
MFDC	Mouvement des forces démocratiques de Casamance
PAIGC	Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde
PANA	<i>Pan-African News Agency</i>
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine

INTRODUCTION

L'une des initiatives de politique étrangère les plus spectaculaires de l'histoire du Sénégal indépendant est sans doute l'« Opération Gabou » : de juin 1998 à mars 1999, Dakar a engagé plus de deux mille soldats chez son petit voisin du sud, la Guinée-Bissau, aux côtés du président guinéen João Bernardo « Nino » Vieira en lutte contre les militaires rebelles menés par le général Ansumane Mané¹. Les sacrifices considérables consentis par le Sénégal lors de la « guerre du 7 juin » indiquent bien l'importance de la question guinéenne pour Dakar, importance étroitement liée au conflit discret mais apparemment insoluble qui agite depuis 30 ans la Casamance, région sud du Sénégal, frontalière de la Guinée-Bissau et de la Gambie².

Si les troupes sénégalaises se retirent de Bissau en mars 1999 au terme d'un cessez-le-feu, la guerre du 7 juin se termine en mai 1999 sur une défaite de facto pour Dakar, puisque le général Mané finit par l'emporter. C'est un autre adversaire du président Vieira, l'opposant Kumba Yala, chef du Partido para a Renovação Social (PRS), qui gagne l'élection présidentielle de février 2000. Mais la victoire de Yala est suivie de peu par un basculement majeur au Sénégal : la première alternance depuis l'indépendance, l'élection d'un opposant historique, Abdoulaye Wade. Investi le 1er avril 2000, ce dernier agit rapidement en direction de Bissau : c'est là qu'il fait le premier voyage diplomatique de son mandat, dès le 29 avril. Sans intervenir de façon aussi spectaculaire qu'en 1998 dans la trajectoire politico-militaire très instable qu'a suivie la Guinée Bissau, l'État sénégalais va réussir, sous Wade, à exercer un temps au moins une influence considérable sur son petit voisin du sud : c'est l'armée guinéenne qui déloge les combattants les plus radicaux du MFDC de leurs bases, le long de la frontière entre les deux pays.

Comment interpréter le rétablissement de liens forts entre Dakar et Bissau si tôt après cette guerre du 7 juin, pendant laquelle la population guinéenne s'était montrée si hostile à l'« invasion » sénégalaise ? Comment s'articulent dans ces évolutions le structurel et le conjoncturel, le stratégique et le tactique ? Quelle part jouent la longue histoire des deux pays et les contextes si particuliers du Sénégal de l'alternance politique de 2000 et de la Guinée-Bissau du post-conflit ? Surtout, que nous dit cette relation de la capacité, mais aussi des limites d'un pays comme le Sénégal, souvent décrit comme une remorque diplomatique de l'Occident ou de la France, ou comme un acteur ultra-opportuniste mettant la politique étrangère au service de la captation des rentes et des « ressources de l'extraversion³, à développer une politique étrangère autonome ? Comment, enfin, la relation entre Bissau et Dakar s'insère-t-elle dans un réseau plus large, ouest-africain, africain et mondial ? À partir de l'étude du traitement par l'État sénégalais de cette question stratégique majeure que représente pour lui la Guinée-Bissau, on tentera ici d'éclairer la politique étrangère du régime Wade, d'en mettre en relief les outils, le « style », les continuités et les évolutions entre 2000 et 2012, mais également de réfléchir à la position de puissance relative du Sénégal dans son environnement régional immédiat, comme dans son environnement continental.

Après un rappel de l'histoire de la relation entre le Sénégal et la Guinée-Bissau, on suivra le fil passablement complexe de cette relation depuis 2000, de ses hauts et de ses bas, avant de dégager quelques grandes lignes d'analyse.

POUR MÉMOIRE : UN VOISINAGE AMBIVALENT

Les territoires aujourd'hui partagés entre le Sénégal et la Guinée-Bissau ont une longue histoire commune, de la dynamique « impériale » malinké à la présence côtière des Portugais et à l'intégration à la traite atlantique⁴. Après le découpage colonial, les liens sont restés forts entre les deux espaces, alimentés par le dynamisme économique relatif de la colonie du Sénégal : de Guinée portugaise, des migrants venaient fournir au Sénégal français une main d'œuvre bon marché, certains prolongeant même leur voyage vers Dakar ou la France. Quant aux firmes françaises du Sénégal, elles faisaient le chemin inverse pour commercer en Guinée portugaise.

En 1960, quand le Sénégal obtient son indépendance, la diaspora des colonies portugaises d'Afrique de l'ouest, la Guinée et le Cap Vert, qui y est établie, s'engage dans différents groupes pour revendiquer l'indépendance, avec la bienveillance du président sénégalais Léopold Sédar Senghor. C'est finalement le Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde (PAIGC), formé en 1956 autour de l'agronome Amílcar Cabral, qui s'impose parmi ces tendances. Au cours des années 1960, le PAIGC opte plus nettement pour la lutte armée et obtient le soutien des pays communistes et de l'ancienne Guinée française, dirigée par Sékou Touré, un marxiste nationaliste hostile à la ligne pro-occidentale défendue par Senghor – logiquement, les relations entre Dakar et le PAIGC se dégradent. Tout en tolérant les nombreux Guinéens réfugiés sur son territoire, souvent liés au PAIGC⁵, l'État sénégalais soutient ouvertement les nationalistes modérés hostiles au PAIGC, rassemblés en 1962 au sein du Frente de Luta pela Independência Nacional da Guiné (FLING).

Après l'indépendance de la Guinée-Bissau⁶, reconnue par le Portugal en 1974, l'appartenance des deux pays à des blocs opposés en contexte de Guerre froide limite les contacts formels. Mais dès les années 1980, la libéralisation économique entamée par Bissau renforce les liens, et en 1997, le pays rejoint le Sénégal dans la Communauté financière africaine, premier pays non officiellement francophone à adopter le franc CFA comme monnaie.

La mobilisation séparatiste menée par le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) à partir de la fin 1982, dans la région sud du Sénégal, n'a pas vraiment dégradé la relation entre Dakar et Bissau. Certes, de nombreux observateurs sénégalais se sont plu à réduire le MFDC à un complot de voisins malintentionnés, la Gambie, la Mauritanie ou la Guinée-Bissau, ou bien des « méchants » internationaux du moment, l'Irak, la Libye ou le Liberia. Et les escarmouches qui ont opposé les forces sénégalaises et guinéennes en 1990 autour d'une question de tracé frontalier ont nourri les soupçons. Mais même si le MFDC a bénéficié d'une certaine sympathie d'une partie de l'élite politique guinéenne, les autorités de Bissau n'ont pas soutenu les séparatistes. Elles ont été opportunistes dans cette affaire, et donc plutôt favorables à la partie la plus puissante, l'État sénégalais, tout en se servant de la situation en Casamance comme d'un élément de négociation. Les deux pays ont souvent collaboré, et il y a eu des « arrestations extra-juridiques, entre services »⁷ – un animateur du MFDC rapporte avoir été échangé en 1986, avec un autre camarade, par les autorités de Bissau contre quatre militants du FLING basés au Sénégal⁸. En mars 1993, c'est le chef politique du MFDC en personne, l'abbé Augustin Diamacoune Senghor, que Bissau livre à Dakar. Bissau obtient ainsi différentes faveurs, des soutiens matériels pour son armée, un appui diplomatique pour

l'entrée dans la zone franc, des concessions après les décisions favorables au Sénégal prises en 1989 et en 1991 par la Cour internationale de justice de La Haye, dans l'affaire du tracé frontalier⁹. Bissau s'implique également dans les négociations entre le MFDC et Dakar, accueillant par exemple à Cacheu la signature de l'accord de cessez-le-feu d'avril 1992. C'est avec ce même opportunisme, plus que par sympathie politique, que des responsables guinéens de tout rang vendent alors (ou louent) des armes aux séparatistes casamançais.

Ce sont ces trafics d'armes qui plongent la Guinée-Bissau dans la guerre en 1998¹⁰ : sous la pression du Sénégal et de la France, mécontents de voir le MFDC se renforcer, le président guinéen Nino Vieira choisit de faire porter le blâme sur son chef d'état-major, le général Ansumane Mané (bien que des proches de la présidence semblent très impliqués). Cette décision, prise dans un contexte économique et politique difficile, met le feu aux poudres : début juin 1998, le général Mané tente d'abord sans succès de faire assassiner Vieira, puis il prend la tête d'une révolte militaire. Il rassemble autour de lui des anciens de la guerre d'indépendance mécontents de la dégradation de leur condition, des jeunes en quête d'avenir en plein ajustement structurel, mais aussi des adversaires de Vieira au sein du PAIGC et dans l'opposition légale. L'appel au secours lancé par Vieira à ses alliés de Dakar et de Conakry¹¹ renforce paradoxalement Mané : les combattants expérimentés du MFDC se rallient à lui, de même que la population guinéenne, dans un enthousiasme patriotique stimulé par le mauvais comportement des « envahisseurs », pillages, racket et vandalisme¹². Signe de la colère suscitée par cette « invasion », après la prise du centre de Bissau par les troupes de la junte en mai 1999, l'ambassade du Sénégal est livrée au pillage, tout comme les locaux diplomatiques de son allié stratégique, la France, qui a maintenu, et sans doute renforcé, sa coopération militaire avec le Sénégal tout le temps du conflit. Au terme de la guerre du 7 juin, les relations entre le Sénégal et la Guinée-Bissau semblent durablement endommagées.

2000-2003 : FORGER LA NOUVELLE ALLIANCE

Pourtant, malgré ce passé très immédiat, dès la fin de l'année 2000, quelques mois seulement après la fin de la guerre, et jusqu'à 2006, l'armée guinéenne intervient directement contre un des principaux chefs du MFDC, Salif Sadio, son ancien allié dans la guerre du 7 juin. Elle le fait à trois reprises principales, pendant plusieurs semaines à chaque fois, au prix de pertes significatives. Sadio est finalement contraint d'évacuer sa zone de contrôle, à la frontière entre la portion ouest de la Casamance, qui correspond à la région administrative de Ziguinchor, et la Guinée-Bissau, pour se replier du côté de la Gambie. L'implication massive de l'armée guinéenne contre un grand adversaire de l'État sénégalais est le signe le plus frappant de la nouvelle alliance entre Dakar et Bissau et un de ses principaux aspects. Nous commencerons par décrire ici la naissance de cette alliance, avant de rendre compte de son impact.

L'axe présidentiel et la coopération militaire

On l'a dit, c'est à Bissau qu'Abdoulaye Wade fait son premier voyage présidentiel hors du Sénégal, en avril 2000. La situation est alors tendue : depuis la fin de la guerre, l'insécurité est forte à la frontière entre les deux pays ; les combattants du MFDC multiplient les

opérations, et des soldats guinéens sont impliqués dans des vols de bétail en Casamance. À plusieurs reprises au cours de l'année 2000, pour protester, les villageois casamançais ferment la frontière, ce qui menace l'économie guinéenne, très dépendante des points de passage sénégalais. Les rencontres se multiplient entre les autorités des deux pays, et des dispositifs de coordination sont mis en place, l'État sénégalais fournissant les moyens de radiocommunication nécessaires. En août 2000, c'est le nouveau président guinéen Kumba Yala qui vient à Dakar. En gage de bonne volonté, Wade lui accorde une révision favorable du partage des revenus éventuels de l'exploitation pétrolière de la zone maritime commune¹³.

Cette bonne relation doit peut-être quelque chose à la similitude de parcours entre Wade et Yala, deux opposants historiques, élus au terme de longues années de lutte. Mais elle se fonde surtout sur les intérêts bien compris des deux parties et sur une méfiance commune à l'égard du général Mané et de ses alliés du MFDC. Mané a en effet gardé des liens forts avec les séparatistes casamançais et la rumeur d'une offensive des séparatistes et de l'armée guinéenne sur Ziguinchor circule alors.

Or si Dakar n'aime guère Mané, les relations de ce dernier avec le président Yala deviennent vite exécrables : Mané a soutenu un adversaire de Yala lors de la présidentielle, Malam Bacai Sanhá, et s'il a accepté de laisser l'état-major au général Verissimo Seabra Correia, il exerce encore une influence considérable à Bissau. Yala s'est pour sa part empressé de développer ses relais dans l'armée, favorisant l'incorporation de « jeunes » qui lui soient dévoués, essentiellement issus de son groupe ethnique, les Balantes. C'est lorsque Yala procède à des promotions dans le corps des officiers que ses relations avec Mané dégénèrent. L'épreuve de force se termine en novembre 2000 par la mort de Mané et la purge de ses proches. Cet épisode scelle l'alliance de Dakar avec Yala et avec l'élite militaire qui se consolide alors.

Dès lors, le ministre sénégalais de l'Intérieur, le général Mamadou Niang, très investi dans le dossier casamançais, multiplie les navettes à Bissau. Dakar en vient à soutenir directement l'État guinéen, alors en crise budgétaire quasi-permanente. En novembre 2002, le Sénégal est l'une des quatre étapes africaines d'où Yala ramène le million de dollars nécessaire au paiement des salaires des fonctionnaires¹⁴. Dakar soigne aussi ses liens avec les forces guinéennes de façon directe, finançant par exemple la réfection de bâtiments militaires, ouvrant les hôpitaux militaires dakarois aux officiers guinéens, fournissant du matériel, des vivres, et aussi, sans doute, de l'argent.

Au cœur de cette nouvelle relation entre Dakar et Bissau, on l'a vu, se trouve la question casamançaise. Non sans paradoxe, les liens établis au cours de la guerre du 7 juin entre l'armée guinéenne et le MFDC et la nouvelle relation entre Dakar et Bissau vont se combiner pour nourrir une évolution importante au sein du mouvement séparatiste : l'émergence d'un maquis « modéré » à la frontière guinéenne.

Sur le front casamançais : une étrange alliance

La mort de Mané se fait vite sentir à la frontière avec le Sénégal, se greffant sur les tensions internes au Front Sud du MFDC qui y est établi. Dans ce contexte, les autorités guinéennes deviennent le pivot d'une coalition tacite avec les autorités sénégalaises et une faction du MFDC contre le chef du Front Sud, Salif Sadio.

Au sein du MFDC, Sadio, proche de Mané, est une personnalité contestée¹⁵, et la chute de Mané offre aux militants séparatistes hostiles à Sadio l'occasion de passer à l'offensive. Ils ont pour cela le soutien des nouveaux chefs militaires de Bissau, proches de Yala, méfiants envers Sadio et sans doute déjà sensibles aux préoccupations du Sénégal. Dans cette première offensive comme dans celles qui suivent, les troupes guinéennes vont collaborer avec les combattants séparatistes hostiles à Sadio, opérant en territoire sénégalais avec l'accord tacite (ou secret ?) de Dakar.

En janvier 2001, dans un courrier adressé au président de l'Assemblée nationale guinéenne, Sadio dénonce l'assaut des troupes guinéennes¹⁶. Malgré les démentis officiels¹⁷, la controverse éclate à Bissau. Le 17 janvier 2001, le PAIGC, alors dans l'opposition, exige que le gouvernement s'en tienne à un rôle de médiateur dans le conflit casamançais. Un comité de l'Assemblée appelle l'armée à ne pas se mêler de politique et à respecter les institutions¹⁸, confirmant que les militaires guinéens agissent en partie de manière autonome dans cette affaire, à l'écoute des préoccupations sénégalaises. Les combats se prolongent jusqu'à l'été 2001 et les opposants à Sadio parviennent à consolider leur emprise autour du camp de Kassolol, nom qui sert depuis à les désigner. En 2002 encore, les forces guinéennes font pression sur Sadio et ses partisans, arrêtant ou expulsant vers le Sénégal ceux qui sont installés à Bissau, pillant et détruisant des villages de réfugiés.

Dès l'origine, Kassolol est un assemblage ambigu. Si tous ses membres sont hostiles à Sadio, certains souhaitent continuer la lutte armée sans lui, tandis que d'autres, lassés d'une guerre sans fin, veulent un règlement négocié du conflit. Au fil du temps, quelques responsables de Kassolol vont même nouer des contacts avec Dakar et en recevoir de l'argent.

En échange du soutien qu'elle accorde au groupe de Kassolol, l'armée guinéenne lui impose la suspension des attaques en Casamance. Au fur et à mesure de l'affaiblissement de Sadio, le Front Sud cesse d'être un terrain chaud du conflit casamançais¹⁹. Ainsi, peu après son échec dans la guerre du 7 juin, le Sénégal obtient, dans une relative discrétion et à moindre coût, un succès stratégique majeur en Guinée-Bissau, parvenant à s'allier à l'armée et à la présidence de ce pays et à les lancer contre Salif Sadio.

2003–2009 : UNE ALLIANCE RÉSILIENTE

Signe de l'entente persistante entre Dakar et Bissau, l'étrange attelage ainsi constitué, qui articule les autorités sénégalaises, les combattants de Kassolol et les autorités guinéennes, a plutôt bien résisté aux turbulences qu'a connues la Guinée-Bissau entre 2003 et 2009, de la chute de Kumba Yala jusqu'à la mort de Nino Vieira, revenu entre temps à la présidence.

La chute de Kumba Yala : l'alliance reconduite

La mauvaise gestion du président Yala, en particulier dans le domaine salarial, finit par entraîner sa chute. Le chef d'état-major Verissimo Seabra Correia prend le pouvoir en septembre 2003. Cette nouvelle suscite l'émoi dans la presse sénégalaise : le quotidien *Wal Fadjri* affirme ainsi que « les nouveaux maîtres de Bissau sont favorables au MFDC »²⁰. Mais la chute de Yala, loin d'entraîner des tensions avec le Sénégal, débouche au contraire sur une confirmation des liens. Les putschistes veulent éviter une nouvelle intervention

sénégalaise, et le jour même du coup d'État, c'est au président Wade qu'ils adressent leur premier coup de fil, l'assurant que le putsch ne se fait pas contre les intérêts du Sénégal²¹. D'abord peu convaincu, Wade se rend rapidement à Bissau avec le président nigérian Olusegun Obasanjo et avec le président ghanéen John Kufuor, président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et rencontre la junte – les propos fermes d'Obasanjo, renforcés par la menace d'une intervention de la CEDEAO, aident Wade à obtenir des garanties. Les émissaires circulent entre Bissau et Dakar, qui suit dès lors la « transition » d'un œil bienveillant, défendant les putschistes sur la scène régionale et internationale.

Cette alliance renouvelée se traduit sur le front casamançais. En février 2004, le général Seabra engage ainsi ses hommes dans un nouvel assaut contre les séparatistes, cette fois-ci plus à l'est, dans la zone frontalière du Fouladou, où Sadio tentait de se redéployer. Il s'agit officiellement de protéger les Guinéens victimes des exactions des séparatistes, mais Sadio dénonce un assaut en « jumelage » entre l'armée guinéenne et Kassolol²². Le 19 février, le général Seabra annonce la fin des opérations et le démantèlement des bases indépendantistes. Il reconnaît que quatre soldats guinéens ont été tués et 14 blessés²³. Dès le 25 février pourtant, une source militaire note que les combats ont repris et annonce la prise d'une autre base, la mort de cinq séparatistes et la capture de plusieurs prisonniers²⁴. La victoire du PAIGC, contrôlé alors par Carlos Gomes Júnior, aux législatives de mars 2004 et l'accession de ce dernier à la Primature marquent cependant une pause dans l'engagement guinéen contre Sadio : le gros du PAIGC avait soutenu la junte et le MFDC contre le Sénégal lors de la guerre du 7 juin, et avait ensuite pris parti contre le soutien de Yala à Kassolol. Mais la mort du chef d'état-major Verissimo Seabra, le 6 octobre 2004, au terme d'une trouble mutinerie, vient rendre l'avantage au Sénégal. Le nouveau chef d'état-major, désigné par l'armée fin octobre, n'est pas un inconnu pour Dakar : Tagme na Wai a dirigé l'offensive de 2001 contre Sadio et il a de bonnes relations avec le Sénégal. Certains militaires estiment d'ailleurs que sa popularité au sein de l'armée, qui lui a valu sa désignation à la tête de l'État-major, devait quelque chose à la générosité du Sénégal²⁵. Dakar suit toujours de près la situation, et dès le 8 octobre, le ministre sénégalais d'origine casamançaise, Landing Savané, accompagne le secrétaire exécutif de la CEDEAO à Bissau²⁶. En février 2005, na Wai est à Dakar pour le « renforcement de la coopération militaire entre le Sénégal et la Guinée-Bissau » – il est reçu par le président Wade en personne²⁷. Un mois plus tard, le Sénégal remet à l'armée guinéenne des véhicules et des tenues militaires. A cette occasion, na Wai souligne qu'il va « tout faire pour restaurer l'ordre et la tranquillité à la frontière entre [les] deux pays »²⁸.

Du retour de Nino Vieira à l'opération Limpeza

Après les putschs de 2003 et 2004, la norme démocratique imposait un retour au pouvoir civil à Bissau. Une sorte de consensus international s'est établi pour « normaliser » la situation et laisser revenir dans le jeu politique les deux anciens présidents, Kumba Yala et Nino Vieira. Vieira compte alors sur la Guinée Conakry, dont le président Lansana Conté est un ami personnel. En 2005, Conté a accueilli à Conakry des responsables militaires bissau-guinéens pour qu'ils rencontrent Vieira et ses conseillers. Au terme de négociations dont les clauses sont mal élucidées²⁹, les militaires bissau-guinéens s'engagent à garantir la sécurité de Vieira, et c'est sous leur protection et malgré les protestations des autorités

civiles de transition qu'un hélicoptère militaire de Guinée Conakry le ramène à Bissau en avril 2005.

Dakar semble avoir été tenu hors de la manœuvre, mais comprend le parti à en tirer : si les autorités sénégalaises continuent de soutenir Yala (y compris au plan financier), elles ont réalisé que ses chances étaient limitées compte tenu de sa perte de légitimité aux yeux d'une bonne partie de la population, de l'armée et des bailleurs de fonds³⁰. Vieira devient un recours possible, d'autant que le troisième candidat plausible, Malam Bacai Sanhá, soutenu par le PAIGC, est encore marqué aux yeux de Dakar par son alliance passée avec le général Mané. Des liens sont établis entre Wade et Vieira, l'entrepreneur casamançais Pierre Atépa Goudiaby jouant un rôle central dans cette nouvelle alliance – Goudiaby, personnage important du jeu diplomatique informel en Afrique de l'ouest, est à la fois un conseiller de Wade, un acteur de la gestion du dossier casamançais et un proche parent de Vieira. Tout indique que la campagne de Vieira a bénéficié d'un appui matériel sénégalais, et aussi que Wade et Goudiaby l'ont aidé à obtenir le soutien matériel d'autres chefs d'État africains³¹.

Ainsi lié à la fois à Yala et à Vieira, Wade joue un rôle décisif dans l'élection de 2005 : lorsque Yala refuse d'accepter sa troisième place au premier tour de l'élection présidentielle, Wade envoie son avion le chercher et obtient qu'il accepte le résultat et soutienne Vieira, contribuant ainsi à la victoire de ce dernier au deuxième tour de la présidentielle, en juillet³². Juste après l'élection, poussant son avantage, Vieira demande à Dakar d'écarter Yala du pays, et Wade organise alors son exil au Maroc, pays (très) ami du Sénégal. Vieira se dit prêt à tout pour régler le conflit casamançais, et la presse sénégalaise salue en lui « un atout pour la paix en Casamance »³³. La relation entre Wade et Vieira reste étroite jusqu'à la mort de ce dernier et Vieira est, par exemple, l'un des huit chefs d'État qui, comme l'annonce fièrement l'Agence de presse sénégalaise, un organisme public, assistent en mai 2006 à la remise du Prix Félix Houphouët-Boigny au président sénégalais³⁴.

Après l'élection de 2005, le Sénégal dispose donc de deux leviers à Bissau : l'état-major et la présidence. Sous Vieira, les soutiens sénégalais aux forces de sécurité se poursuivent, riz, tenues militaires et véhicules. A l'approche de l'élection présidentielle sénégalaise de 2007, Dakar est donc en position de demander un nouvel effort à l'armée guinéenne. En janvier 2006, les autorités bissau-guinéennes mettent sur pied une « commission d'analyse de la crise casamançaise ». Dirigée par le général na Wai, elle comprend une dizaine d'officiers ainsi que le ministre de l'Administration interne, Ernesto Carvalho, un proche de Kumba Yala, et le ministre de la Défense, Helder Proença, et elle est officiellement chargée d' « un programme de médiation entre le gouvernement sénégalais et le MFDC »³⁵. En réalité, c'est une offensive que prépare l'armée guinéenne : le 14 mars 2006, le lieutenant-colonel António Injai, le propre neveu du général na Wai, prend la tête de l'opération Limpeza (« Propreté »), toujours en partenariat avec Kassolol, contre Salif Sadio. Comme lors des offensives précédentes, des réfugiés casamançais établis à proximité des bases de Sadio, dont certains ont effectivement des liens avec les combattants séparatistes, sont chassés vers le Sénégal, et leurs maisons brûlées. Le 23 mars 2006 déjà, plus de 2 000 réfugiés ont fui le territoire guinéen³⁶. Les mines posées par les séparatistes font des dégâts, et le 1er avril 2006, des sources militaires admettent la mort de 60 soldats guinéens³⁷.

Cette nouvelle offensive suscite des critiques aussi bien de la société civile que de l'opposition à Bissau. Le général na Wai accuse alors certains députés de liens avec le

MFDC et le ministère de l'Intérieur demande la levée de l'immunité d'un député, tandis qu'un ancien ministre est détenu une semaine³⁸. Dans ce contexte, le président Vieira « encourage » l'armée³⁹ – cette dernière n'en avait guère besoin, mais la formule révèle assez bien à la fois le soutien de Vieira à la cause sénégalaise et son impuissance face à une armée qui a une relation directe avec le Sénégal et sur laquelle il n'a en réalité guère de contrôle.

Le 13 avril 2006, l'état-major guinéen annonce la chute du dernier camp de Sadio, situé à Barraca Mandioca. Sadio lui-même échappe à la capture, traversant la Casamance pour s'établir à la frontière gambienne. Matériels et documents saisis sont remis aux autorités sénégalaises. Le colonel guinéen Lassana Massaly, commandant adjoint des opérations, pousse le dévouement jusqu'à réclamer « le droit de poursuivre Salif Sadio jusque dans le territoire sénégalais, aux abords de la frontière avec la Gambie »⁴⁰.

Entre 2000 à 2006, malgré les bouleversements qu'a connus le pays et malgré les critiques exprimées par la société civile et la classe politique de Bissau, l'armée guinéenne s'est engagée à plusieurs reprises, au prix de pertes significatives, contre Salif Sadio. Ensuite, l'armée guinéenne a contraint les séparatistes restant, ceux de Kassolol, à un cessez-le-feu informel avec l'armée sénégalaise. Bissau a favorisé également les rencontres entre Kassolol et des médiateurs soigneusement choisis par l'État sénégalais, comme les « Sages de Casamance »⁴¹. Le moins qu'on puisse dire est que Bissau a rendu de gros services à Dakar. Mais à partir de 2009, les luttes politiques en Guinée-Bissau vont redistribuer les cartes. Dakar, privé de ses relais à Bissau, s'est employé à en créer de nouveaux, avec un succès limité.

APRÈS LA CATASTROPHE DE MARS 2009 : UNE RELATION BROUILLÉE

La mort violente, en mars 2009, des deux alliés de Dakar à Bissau, le président Vieira et le chef d'état-major na Wai, transforme la relation entre les deux pays. Soudain privé de ses relais, le Sénégal s'inquiète du pouvoir croissant d'hommes avec lesquels il n'a guère de liens. Ce n'est sans doute pas par hasard si cette phase a coïncidé avec une remontée progressive des tensions sur le front casamançais.

Les événements de mars et juin 2009

Le 1er mars 2009, le général na Wai est tué dans un attentat à la bombe. Le même jour, le président Vieira est assassiné par des militaires parce que, semble-t-il, il était soupçonné d'être impliqué dans la mort de na Wai. Jusqu'à aujourd'hui, ces deux morts violentes sont l'objet d'hypothèses multiples⁴². La situation rebondit dès juin 2009, lorsque deux proches de Vieira, l'ancien ministre de la Défense Helder Proença et le candidat à la présidentielle, ministre de l'Administration territoriale Baciro Dabo, sont tués par des hommes en uniforme. Plusieurs autres proches de Vieira sont arrêtés. L'état-major et le gouvernement Gomes Júnior soutiennent alors que Dabo et Proença préparaient un coup d'État avec une coalition d'anciens partisans de Vieira, pointant à demi-mot dans la direction des autorités sénégalaises, puisque c'est à Dakar que se seraient rassemblés, peu avant les événements, un certain nombre de proches du défunt président. Là encore, l'épisode reste

mystérieux, une partie de l'opposition guinéenne dénonçant pour sa part ouvertement une manipulation de Gomes Júnior.

Ce qui du moins est certain, c'est que ces épisodes ont perturbé la relation entre Dakar et Bissau. La mort de na Wai et de Vieira, ainsi que celle de Proença, qui jouait un rôle central dans les relations entre Dakar et l'armée guinéenne, et l'affirmation de Gomes Júnior ont porté un rude coup à l'influence sénégalaise. Il est significatif que le président Wade ait préféré, arguant de raisons de sécurité, ne pas se rendre aux obsèques de Vieira⁴³. Les responsables sénégalais, après en avoir d'une certaine manière bénéficié, se sont désolés de l'impunité dont bénéficie l'armée guinéenne. Ils ont même appelé au déploiement d'une « force de supervision » de la CEDEAO, déploiement refusé par l'armée et le Premier ministre Gomes Júnior⁴⁴.

Carlos Gomes Júnior et Zamora Induta aux commandes : suspicion et renouveau séparatiste

La mort de Vieira consacre l'ascension politique de Carlos Gomes Júnior, homme d'affaires prospère très lié au Portugal. Zamora Induta, qui assure l'intérim à la tête de l'État-major guinéen avant d'être confirmé en octobre 2009, est un de ses proches. Jeune officier « intellectuel » lui aussi très lié au Portugal, il s'était fait remarquer comme porte-parole de la junte d'Ansumane Mané.

Le plus préoccupant pour Dakar est que la mort de na Wai et Vieira coïncide avec une réactivation du Front Sud du MFDC : alors que Dakar refuse toujours une vraie négociation avec les factions militaires du MFDC et s'en tient à une stratégie d'usure, certains séparatistes « modérés » tentent à nouveau leur chance sur le terrain militaire, maintenant que na Wai n'est plus là pour les en empêcher. Selon une source, certains militaires guinéens recommencent alors à vendre des armes aux séparatistes⁴⁵. Dès l'été 2009, certains combattants de Kassolol rompent le cessez-le-feu jusque-là imposé par na Wai, et lancent une attaque manquée en direction de Ziguinchor⁴⁶. En janvier et février 2010, à plusieurs reprises, des séparatistes opèrent dans la périphérie de Ziguinchor. En juin 2010, la division au sein de Kassolol semble définitive : une nouvelle base s'établit sous la direction d'Ousmane Niantang Diatta dans la zone frontalière au sud-est de Ziguinchor, et multiplie les attaques. César Badiate, qui contrôle la bande frontalière au sud et au sud-ouest de Ziguinchor, s'en tient pour sa part au cessez-le-feu.

Si dans l'entourage du nouveau pouvoir à Bissau, on souligne qu'il ne s'agit pas là d'un soutien au MFDC mais plutôt d'une volonté de mettre un terme à des offensives très coûteuses en vies humaines, la neutralité observée par l'armée guinéenne, dirigée maintenant par Induta, est probablement mal vécue par le Sénégal, soudain privé d'un outil central de sa gestion du conflit casamançais.

Les soupçons sont d'ailleurs réciproques, on l'a vu, puisque les autorités guinéennes ont laissé entendre que Dakar avait pu être favorable à la tentative de coup d'État supposée de juin 2009. Au final, les relations entre Dakar et Bissau se compliquent, comme en témoignent toute une série d'épisodes. Dès mars 2009, Zamora Induta se rend chez le président gambien Yahya Jammeh, dont les relations difficiles avec Dakar et les liens avec Salif Sadio sont bien connus, pour signer un accord de coopération militaire⁴⁷. À un désaccord frontalier dans la zone de Varela en octobre 2009, les autorités guinéennes réagissent par un déploiement de troupes⁴⁸, et les entrées illégales de pêcheurs sénégalais

dans les eaux guinéennes suscitent des réactions vives de la part de Bissau. Ces incidents révèlent un pouvoir guinéen plus chatouilleux qu'avant sur sa souveraineté, et aussi plus autonome. Face à cette nouvelle situation, Dakar se cherche un nouveau relais à Bissau en la personne de Malam Bacai Sanhá.

Malam Bacai Sanhá, une nouvelle carte

« Ancien » influent du PAIGC qui avait soutenu les mutins contre Vieira lors de la guerre de 1998-1999, candidat malheureux d'Ansumane Mané lors des élections de 2000, Sanhá n'était pas a priori un allié du Sénégal. Il avait d'ailleurs buté lors de l'élection de 2005 contre l'alliance, encouragée par le Sénégal, entre Kumba Yala et Vieira.

Cependant, sans doute instruit par ses défaites de 2000 et 2005, Sanhá avait cherché à se rapprocher du Sénégal. Dès décembre 2005, lors d'un des soubresauts liés aux manœuvres du président Vieira, il était venu à Dakar demander l'implication du président Wade, qu'il avait alors désigné comme son « grand frère ». Il avait à l'occasion appelé le MFDC à déposer les armes⁴⁹. A la mort de Vieira, le Sénégal a vu en lui une alternative, sans doute encouragé par les alliés de Vieira au sein du PAIGC, Helder Proença, Botché Candé ou Roberto Cacheu, des hommes qui, privés de leur patron, se sont alors rapprochés de Sanhá.

La proximité entre Wade et Sanhá est alors connue de tous, la rumeur courant même que Sanhá, pourtant peu connu pour sa dévotion religieuse, a prêté allégeance au même marabout que le président sénégalais. A l'approche de l'élection présidentielle de 2009, Sanhá fait une visite remarquée au Sénégal, à l'occasion de laquelle il déclare à la presse sénégalaise que Wade est son « père » et « une des figures les plus importantes de l'histoire contemporaine de l'Afrique ». Il explique alors : « C'est pourquoi je me suis déplacé en personne pour l'informer de ma candidature (...). Je compte sur son soutien. Et si demain, je suis élu président de la République, nous allons travailler ensemble⁵⁰. »

Des conseillers sénégalais s'activent auprès de Sanhá, et il semble que Dakar aide à financer une partie de sa puissante campagne électorale⁵¹. Sa victoire au deuxième tour de l'élection le 26 juillet 2009 est bien accueillie à Dakar, et Wade se déplace à Bissau pour l'investiture de son nouvel allié, le 8 septembre 2009. C'est une agence de communication sénégalaise qui organise la cérémonie⁵². Quant à l'Agence de presse sénégalaise, elle fait un éloge appuyé du nouveau président⁵³. Dès le mois d'août, le Sénégal fait don à la présidence guinéenne de cent tonnes de sucre ainsi que de deux voitures et deux autobus. L'Iran, à l'époque partenaire diplomatique privilégié du Sénégal et que Wade a mis en contact avec Sanhá, donne pour sa part 20 voitures, que la présidence offre à des « anciens combattants de la lutte pour l'indépendance »⁵⁴. Jusqu'à sa mort en janvier 2012, le président Sanhá, qui souffrait d'une maladie chronique, est régulièrement hospitalisé à Dakar, parfois aux frais de l'État sénégalais⁵⁵. Pour sa part, comme Vieira avant lui, Sanhá se prête de bonne grâce à ses obligations en tant que client du président sénégalais, se déplaçant par exemple pour assister aux mises en scène diplomatiques de ce dernier⁵⁶.

Vers un nouvel équilibre ?

Une fois élu, Sanhá contribue à l'amélioration des relations entre Dakar et Bissau. Les tensions à la frontière d'octobre 2009 débouchent sur des négociations, et les troupes

guinéennes se retirent. Mais Sanhá, qui craint de trop dépendre du Sénégal, maintient une certaine distance⁵⁷. Surtout, la présidence joue en Guinée-Bissau un rôle assez limité, et le Premier ministre Gomes Júnior, qui est bien vu des bailleurs de fonds et qui contrôle le PAIGC et l'Assemblée, a plus d'influence que Sanhá. Ainsi la révision de l'accord de coopération de 1975 entre les deux pays, proposée en février 2010 par le Sénégal, ne se concrétise pas⁵⁸. Surtout, les combattants séparatistes d'Ousmane Niantang Diatta restent actifs, et le Sénégal ne peut plus compter sur l'armée guinéenne pour attaquer les maquis MFDC à revers.

La situation évolue un peu avec la secousse politique qui survient à Bissau en avril 2010 et qui entraîne la chute d'Induta et son remplacement à l'état-major par António Injai, précisément celui qui avait commandé le dernier assaut contre Salif Sadio, n'y fait rien. Un temps fragilisé par la chute d'Induta, Gomes Júnior parvient à reprendre le jeu en main et à établir une relation étroite avec Injai⁵⁹. Cette nouvelle phase, marquée d'abord par une forte tension entre le camp de Sanhá et le camp de Gomes Júnior, avec des accusations croisées très violentes, débouche finalement sur l'élaboration d'un modus vivendi entre les deux parties, sous la forte pression des bailleurs de fonds. Le Sénégal semble se résigner alors à sa perte d'influence et tente de se rapprocher de Gomes Júnior, offrant son appui diplomatique : en février 2011, en pleine campagne diplomatique pour tenter de remobiliser les bailleurs de fonds, Gomes Júnior fait son premier voyage officiel à Dakar, rencontrant le président Wade et obtenant son appui⁶⁰.

Dakar tente également de renouer avec l'armée guinéenne. Fin juin 2011, les chefs d'état-major des deux pays signent à Bissau un accord au terme duquel la partie guinéenne s'engage à « arrêter tout rebelle qui se réfugierait dans son territoire »⁶¹. L'armée sénégalaise s'engage pour sa part à assurer des formations au profit des soldats guinéens, et à contribuer à la rénovation de la caserne de la Marine à Bissau. En juillet 2011, le premier ministre sénégalais Souleymane Ndéné Ndiaye se rend à son tour à Bissau. En septembre 2011, les commandants sénégalais et guinéens de la zone frontalière se rencontrent à Kolda. Au terme de la rencontre (accompagnée d'un concert et d'un match de football entre militaires des deux pays pour le « raffermissement des relations fraternelles et cordiales qui unissent les armées sénégalaises et bissau-guinéennes »), est annoncée la mise en place de patrouilles communes, restée depuis lettre morte⁶². On est ici bien loin d'une offensive guinéenne contre les combattants de Niantang Diatta, qui continuent les opérations. Dans cette phase nouvelle, Dakar peut compter sur une certaine coopération de l'État guinéen, mais ne peut plus espérer en faire un État-client et utiliser son armée comme auxiliaire dans sa lutte contre le MFDC.

LES FACTEURS DE L'ALLIANCE ... ET DE SON USURE

Des liens profonds, notamment économiques, tiennent ensemble les deux pays, qui contraignent l'espace des politiques possibles pour Bissau. Pourtant reconnaître le rôle discret mais central joué par le Sénégal dans la vie politique guinéenne depuis 2000 et en souligner les dimensions structurelles, ce n'est pas prêter à Dakar tout pouvoir à Bissau : les dynamiques internes à la Guinée-Bissau gardent, on va le voir, leurs logiques propres, et à partir de 2009, elles sont alimentées par une transformation du portefeuille international guinéen, avec, notamment, l'influence acquise par l'Angola. Alors qu'à la fin

des années 2000, le régime Wade semble s'épuiser et peine à trouver des alliés de poids à Bissau, Luanda établit en effet une relation étroite avec le Premier ministre Gomes Júnior, ravissant à Dakar la clientèle de l'État guinéen et de son armée.

Le Sénégal, un pôle économique

Certains commentateurs avaient décrypté la guerre du 7 juin comme une mobilisation contre les forces conjointes de la globalisation néo-libérale et de la francophonie, incarnées par le Sénégal et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)⁶³. Certes, il faut analyser les événements de 1998 et 1999 dans la séquence de la douloureuse libéralisation économique entamée par la Guinée-Bissau dans les années 1980 : si la population a accueilli favorablement le général Mané, c'est parce que ces années ont été difficiles. Mais loin d'avoir inversé la tendance, les années 2000 ont plutôt confirmé l'inscription de la Guinée-Bissau dans l'économie ouest-africaine. Dans cette évolution, le Sénégal s'est taillé un rôle dominant grâce au dynamisme de ses réseaux économiques.

L'attractivité des voisins francophones de la Guinée-Bissau n'est d'ailleurs pas chose nouvelle : on l'a vu, dès l'époque coloniale, le dynamisme de l'économie sénégalaise suscitait des flux commerciaux et humains. Le Portugal est certes resté un partenaire important pour Bissau, mais l'ancrage de la Guinée-Bissau dans l'espace ouest-africain est de plus en plus fort. Le Portugal était le premier fournisseur de la Guinée-Bissau en 1990, réalisant 56,6 pour cent des importations du pays, et 40,5 pour cent en 1994. En 2005, il n'était plus que le troisième fournisseur avec 12,7 pour cent des importations, loin derrière le Sénégal (34,6 pour cent) et l'Italie (20,4 pour cent)⁶⁴. Les commerçants sénégalais, mais aussi ceux d'autres diasporas commerçantes connectées au Sénégal, d'origine mauritanienne, libanaise ou de Guinée-Conakry, affluent à Bissau. Autre symptôme, l'entrée du pays dans l'UEMOA a également contribué à redessiner son profil bancaire : il n'y a plus de banque portugaise en activité à Bissau depuis la guerre du 7 juin et en 2009, trois des quatre banques commerciales du pays (l'Ecobank, la Banque régionale de Solidarité et la Banco da União) sont des banques ouest-africaines⁶⁵.

Avec le port et l'aéroport de Dakar, ses grandes entreprises, ses marchés, mais aussi ses universités et ses centres de formation, le Sénégal est accessible, influent et attirant. Certaines entreprises guinéennes sont les filiales de compagnies basées à Dakar, la plus importante étant bien sûr l'opérateur de téléphonie Orange, filiale de la Sonatel sénégalaise. C'est de Dakar que vient une bonne partie des techniciens qui interviennent à Bissau dans le domaine de la téléphonie, de l'informatique, de la gestion des installations pétrolières ou portuaires⁶⁶. Les Guinéens affluent pour étudier au Sénégal, à Dakar et en Casamance même, où deux universités ont été créées dans la deuxième moitié des années 2000⁶⁷.

Cette tendance est d'autant plus forte que la Guinée-Bissau et le Sénégal ont suivi une évolution « en ciseaux » dans la deuxième moitié des années 1990 et durant la plus grande partie des années 2000 : le Sénégal a connu une période exceptionnelle de croissance alors que la Guinée-Bissau passait de crise en crise⁶⁸. Ainsi, de 1995 à 2008, le PIB guinéen a à peu près stagné, avec une croissance annuelle moyenne de 0,03 %, là où l'économie sénégalaise croissait de 4,9 % en moyenne. Les dévastations de la guerre du 7 juin ont bien sûr encore aggravé la situation. Les pillages à Bissau ont entraîné une décapitalisation de l'élite commerçante guinéenne, qui a profité aux commerçants des

pays voisins, au premier chef desquels le Sénégal. La dégradation du port de Bissau et de son chenal a par ailleurs renforcé la place des ports de Dakar et de Ziguinchor dans le commerce extérieur de la Guinée-Bissau, encore facilité par les ponts construits sur la route Ziguinchor-Bissau à João Landim (achevé en 2004) et São Vicente (achevé en 2010). De façon significative, la ville de São Domingos, à la frontière entre Guinée-Bissau et Sénégal, a connu dans les années 2000 une croissance économique remarquable⁶⁹.

Aux yeux de bien des jeunes Guinéens, très critiques à l'égard de leur héritage national⁷⁰, le Sénégal fait figure par bien des aspects de pays-modèle. « Dakar, petit Paris ! », entend-on parfois à Bissau avec admiration, et le migrant sénégalais est devenu pour beaucoup un modèle, nourrissant l'aspiration de plus en plus massive des jeunes Guinéens à la migration internationale.

Tout ceci se traduit d'ailleurs dans les choix linguistiques. ONG, banques et entreprises basées à Bissau demandent de plus en plus souvent une maîtrise de la langue française à leurs employés. Ainsi, de haut en bas dans la société bissau-guinéenne, l'attrait est fort pour la langue française : l'Alliance française de Ziguinchor ne désemplit pas de Guinéens venus y apprendre le français, et les quelques hauts fonctionnaires et hommes politiques guinéens qui ne parlent pas déjà le français se hâtent d'en acquérir des rudiments pour participer à la vie diplomatique ouest-africaine⁷¹. Le wolof lui-même, la *lingua franca* sénégalaise, acquiert une présence à Bissau – on rencontre aujourd'hui des jeunes Guinéens qui l'ont appris sans quitter leur pays, au contact des commerçants, boutiquiers, transporteurs ou changeurs sénégalais qui y opèrent. C'est donc l'attraction pour le Sénégal et l'Afrique de l'ouest, bien plus que pour la France, qui est le facteur de cette montée de la francophonie en Guinée-Bissau.

Cette tendance de long terme suscite depuis longtemps un certain agacement à Lisbonne. Lors de la guerre du 7 juin, le soutien militaire français à l'armée sénégalaise avait été souvent analysé au Portugal comme le symptôme d'une volonté de la France d'étendre sa zone d'influence, en utilisant le Sénégal comme un relais. Les diplomates français s'empressent de souligner que la France n'entend pas se brouiller avec un partenaire européen aussi important que le Portugal pour le peu d'intérêts qu'elle a à défendre en Guinée-Bissau⁷². Et même si la France reste proche du Sénégal, la diplomatie portugaise semble aujourd'hui considérer que c'est bien le Sénégal, et non la France, qui a des ambitions fortes en Guinée-Bissau. Il se trouve que l'agenda sénégalais ne s'incarne pas dans les mêmes hommes que celui de Lisbonne, qui fait montre d'une indiscutable sympathie envers Carlos Gomes Júnior, un civil qui incarne aux yeux du Portugal un certain espoir de stabilité et de développement, et qui est très lié aux milieux d'affaires portugais.

Dans la première moitié des années 2000, un rapport de force favorable à l'État sénégalais

Si le Sénégal en tant que pays est devenu un pôle économique et culturel de plus en plus important pour la Guinée-Bissau, l'influence du Sénégal en tant qu'État tient d'abord à la politique de patronage et de protection que le régime Wade a exercée au profit de personnages importants, voire de segments de l'État guinéen. Cette politique s'est appuyée sur la prospérité nouvelle de l'État sénégalais, qui a gagné en puissance dans les années 2000 : grâce au soutien international déclenché par la transition démocratique de

2000, à la croissance de l'économie sénégalaise, à une pression fiscale renforcée et aux réformes menées par son prédécesseur, le président Wade a en effet bénéficié de moyens importants et en forte croissance⁷³. Pour ne prendre qu'un point de mesure, en 2005, le budget de l'État guinéen était de 48,3 milliards de francs CFA (dont 20,3 milliards de dons externes) là où le budget sénégalais atteignait 955,8 milliards de CFA (pour 75,6 milliards seulement de dons externes)⁷⁴.

Dans les années 2000, alors que la Guinée-Bissau était empêtrée dans une instabilité et une mauvaise gouvernance qui décourageaient les appuis extérieurs, le Sénégal disposait donc des moyens d'une politique d'influence. En témoigne sa politique de « coopération militaire » au profit d'une armée guinéenne alors en déshérence. Le levier de Dakar à Bissau s'est trouvé encore accru avec les relations difficiles que les autorités guinéennes ont eues avec les bailleurs de fonds pendant la présidence Yala mais aussi pendant la deuxième présidence Vieira, marquée par une vive instabilité gouvernementale. Le Sénégal a pu se placer en « grand frère » pour la Guinée-Bissau, la défendant dans les arènes internationales, appelant les bailleurs de fonds à soutenir le pays. Très prosaïquement, le président Wade a convoyé à plusieurs reprises les présidents Kumba Yala et Nino Vieira dans son avion pour prendre part aux réunions internationales.

A la fin des années 2000 : le tournant angolais

On l'a vu, si le Sénégal a bénéficié d'un levier important à Bissau dans les années 2000, c'est d'abord parce que la Guinée-Bissau était isolée diplomatiquement et que les moyens de l'État sénégalais suffisaient à lui permettre d'exercer une influence. La situation a changé progressivement dans la deuxième moitié des années 2000 : longtemps marginale, la Guinée-Bissau s'est en effet trouvée réinscrite sur l'agenda international à la suite de quelques « crises » et d'un changement de paradigme. Au même moment, le Sénégal a connu des difficultés nouvelles. Dans ce contexte, le levier de Dakar à Bissau s'est trouvé réduit, et l'Angola, impliqué en Guinée-Bissau à partir de 2007, s'est imposé comme le principal partenaire diplomatique de l'État guinéen à la faveur du soubresaut politico-militaire d'avril 2010.

La Guinée-Bissau est devenue une question internationale dès la deuxième moitié des années 1990. Mais c'est dans la deuxième moitié des années 2000, après la stabilisation des crises plus spectaculaires du Liberia, de la Côte d'Ivoire et de la Sierra Leone, qu'elle a véritablement suscité la préoccupation internationale. La montée d'une véritable prise en compte internationale des crises, la constitution d'un véritable projet ouest-africain de *containment* de l'instabilité politique ont placé la Guinée-Bissau au-devant de la scène. Le Sénégal a bien sûr joué un rôle dans ce processus, s'impliquant sur le dossier guinéen dans l'enceinte CEDEAO. Il en a même retiré dans un premier temps un levier supplémentaire, puisque Dakar a parlé avec l'appui de la CEDEAO, et en particulier du Nigeria, présidé de 1999 à 2007 par Olusegun Obasanjo avec lequel Wade avait de bonnes relations : la rente pétrolière nigériane a ainsi régulièrement été mise à contribution pour appuyer des actions de la CEDEAO en Guinée-Bissau, très largement influencées par les préoccupations du Sénégal. Mais l'entrée de nouveaux acteurs a réduit mécaniquement la part d'influence de Dakar.

Cet intérêt pour Bissau s'est accéléré dans la deuxième moitié des années 2000. L'explosion de l'émigration clandestine maritime depuis les côtes ouest-africaines, a

suscité l'intérêt de l'Union européenne – et en particulier de l'Espagne, acteur nouveau à Bissau. Sur la même période, les trafics d'enfants guinéens et de cocaïne ont également suscité une forte attention internationale. Même Al Qaeda s'est manifesté, puisque c'est à Bissau que des djihadistes mauritaniens ont été arrêtés en janvier 2008, après avoir assassiné des touristes français en Mauritanie. Toutes ces évolutions ont été interprétées par les institutions internationales et les pays du Nord dans le cadre du grand récit de l'« État failli » : la Guinée-Bissau, État failli, devenait source de risques majeurs (drogue, émigration clandestine, terrorisme international) pour le monde entier. Le pays a donc été inscrit au programme de la Peacebuilding Commission de l'ONU en décembre 2007, et l'ONU a renforcé sa présence, transformant en 2009 l'ONU pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, créé en 1999, en bureau « intégré ». Pour sa part, en février 2008, l'Union européenne décidait de s'engager dans un programme de soutien à la réforme du secteur de sécurité en Guinée-Bissau.

Cette évolution du paradigme international dans le sens non plus d'un « ajustement » des États africains mais bien de leur « renforcement » a été redoublée par le reclassement stratégique de l'Afrique dans un contexte de compétition internationale accrue au plan économique et diplomatique. Les ressources naturelles de la Guinée Bissau, relativement sous-exploitées (bauxite, phosphates, pétrole, ressources halieutiques et forestières), suscitent un intérêt croissant. Comme ailleurs en Afrique, la Chine a renforcé sa présence. Interviennent également, avec des agendas variés, l'Afrique du sud, le Brésil et le Venezuela. Les projets de création ou de réouverture d'ambassades à Bissau sont révélateurs de ce reclassement stratégique.

Sans doute, la Guinée-Bissau ne « passionne » pas la « communauté internationale », mais à la fin des années 2000, elle a intéressé suffisamment pour que les autorités de Bissau diversifient leur portefeuille diplomatique et renforcent l'État, au sens minimal où les salaires peuvent être payés, la dette interne remboursée, la dette externe renégociée, etc. Bissau dépend donc moins de Dakar qu'avant. Très concrètement, le budget guinéen a augmenté fortement ces dernières années – de 48 milliards en 2005, il est passé à 120 milliards de FCFA en 2009⁷⁵. Certes, le « dispositif international » internalise en partie le souci casamançais du Sénégal, et la prolifération des armes à destination du MFDC est pour la communauté internationale un symptôme de la faiblesse de l'État guinéen, faiblesse à laquelle elle s'emploie à remédier. Mais le quasi-monopole dont a bénéficié un temps le Sénégal sur la question de Bissau a bien été rompu. C'est d'autant plus vrai que cette évolution se fait précisément à un moment où le Sénégal souffre d'un relatif affaiblissement : ses positions diplomatiques sont usées par l'activité brouillonne du président Wade et sa candidature controversée à un troisième mandat, et l'État sénégalais voit sa croissance budgétaire se tasser. Presque mécaniquement, le rapport de force est moins en faveur du Sénégal en 2012 qu'au début des années 2000.

Mais c'est l'engagement de l'Angola qui est le facteur le plus significatif. Sur fond de vieille camaraderie idéologique mais aussi d'ambition diplomatique et de projets economico-financiers⁷⁶, l'Angola s'est rapidement imposé à la fin des années 2000 comme un acteur majeur sur la scène guinéenne. Au-delà des perspectives de moyen terme dans le secteur minier, Luanda a mis à disposition de l'État guinéen une aide budgétaire importante, ainsi que des lignes de crédit pour le secteur privé. Luanda projette aussi la construction d'un port en eau profonde qui pourrait bien remettre en cause le rôle de Dakar et de Ziguinchor comme points de transit pour les échanges commerciaux de la

Guinée-Bissau, voire dans la région ouest-africaine. C'est désormais Luanda qui défend Bissau dans les arènes internationales, plaidant par exemple sa cause devant l'Union européenne et aux Nations unies.

Enfin, alors que la CEDEAO et la Communauté des pays de langue portugaise, à laquelle appartient l'Angola, ont collaboré après les événements d'avril 2010 pour tenter de stabiliser la Guinée-Bissau, élaborant ensemble une feuille de route pour la réforme du secteur de la sécurité, les relations entre les deux blocs se sont vite dégradées. En septembre 2010, Luanda et Bissau ont signé un accord bilatéral pour la fourniture d'une assistance militaire et policière angolaise. Le même mois, à un sommet extraordinaire de la CEDEAO tenu le même mois, Wade insistait pour que la force de stabilisation envisagée soit exclusivement composée de soldats des pays membres de la CEDEAO, pour tenter de contrer un déploiement angolais⁷⁷. Alors que Sanhá et Wade plaidaient en vain depuis mi-2010 pour le déploiement d'une force d'interposition de la CEDEAO, refusée avec énergie par l'armée guinéenne, c'est l'Angola qui parvient à envoyer un petit contingent militaire à Bissau en mars 2011. Officiellement, les soldats angolais font de la coopération militaire au profit de l'armée guinéenne, mais ils sont aussi une garantie pour le pouvoir civil : lors de la tentative de coup d'État de décembre 2011, c'est à l'ambassade d'Angola que le premier ministre Gomes Júnior trouve refuge.

Protecteur et partenaire du Premier ministre Carlos Gomes Júnior, l'Angola semble maintenant avoir la main à Bissau. « Eh, l'Angola est si grand », chantonne le président Sanhá, reprenant une chanson angolaise célèbre, lors de la cérémonie de prise de fonction de la mission militaire angolaise⁷⁸. L'État sénégalais ne fait plus le poids. Dakar essaie bien d'employer son influence pour peser dans l'arène CEDEAO, en utilisant par exemple la contribution promise mais toujours en suspens de la CEDEAO au fonds de pension pour la réforme de l'armée guinéenne. Mais Dakar semble se résigner : dans l'élection présidentielle anticipée organisée en mars 2012 pour désigner le successeur de Malam Bacai Sanhá, décédé le 9 janvier 2012, Dakar semble avoir accepté la victoire probable de Gomes Júnior et n'a pas donné suite aux sollicitations de ceux de ses concurrents qui sont venus chercher un soutien au Sénégal⁷⁹.

En combinant, selon un mode assez proche de celui de Dakar mais avec beaucoup plus de moyens, soutien diplomatique, aide matérielle et liens personnels et de patronage, Luanda a établi des relations étroites aussi bien avec le Premier ministre Gomes Júnior qu'avec le chef d'état-major Injai. Un nouveau soubresaut politique pourrait-il permettre à Dakar de rétablir son influence ? Si l'implication angolaise devait se prolonger, l'aspiration de la Guinée-Bissau dans l'aire francophone et sénégalaise, discutée plus haut, sera-t-elle tempérée, voire inversée par l'attractivité du pôle angolais ? Déjà, les migrants guinéens légaux et illégaux se pressent vers Luanda.

CONCLUSION

Tout le long des mandats de Wade, de 2000 à 2012, Dakar aura joué à Bissau une politique d'influence cohérente et résolue, fondée sur une lecture éminemment « réaliste » du jeu diplomatique. Grâce à ce savoir-faire, Wade est parvenu à impliquer, au-delà même des changements de dirigeants à Bissau, son voisin dans la gestion la question qui est au cœur des préoccupations de l'État sénégalais depuis des décennies : la crise casamançaise. Loin

d'être à Bissau un pion de la France (ou d'une vague « francophonie »), le Sénégal a joué un jeu autonome, tentant plutôt d'utiliser la France comme relais et comme appui.

La politique du Sénégal à Bissau, appuyée sur une influence économique et culturelle diffuse mais forte, rappelle par certains traits celle que la France a longtemps menée à l'égard de ses partenaires africains : coopération militaire, accès aux soins, parrainage diplomatique, financement de candidats choisis lors des élections – au fond, une certaine forme de rapport de patronage passant par des relations de familiarité (voire de « familiarité »⁸⁰) avec certains acteurs guinéens bien choisis. On retrouve dans la politique étrangère sénégalaise un trait marquant des relations diplomatiques en Afrique francophone : de l'argent circule informellement entre hommes d'État d'un pays à l'autre (mais parfois aussi au bénéfice des opposants), argent qui sert à financer les campagnes électorales ou à régler les situations de crise (défaut de paiement des salaires, « cadeautage » de militaires mécontents, construction d'un consensus entre hommes politiques)⁸¹.

De façon symptomatique, cette politique fonctionne au travers de relais informels (comme l'homme d'affaires Pierre Goudiaby) et d'un corps diplomatique ultra-stable, échappant au principe administratif du renouvellement périodique⁸². Enfin, s'il a des ressources limitées, le Sénégal est inséré dans un réseau international vaste, et c'est aussi en se plaçant comme relais diplomatique vers d'autres partenaires potentiels (la France, l'UE et la CEDEAO, mais aussi le Nigeria, la Guinée équatoriale, la Libye et l'Iran) qu'il a pu peser à Bissau. Cette influence a atteint son pic en 2006, avec l'offensive victorieuse de l'armée guinéenne contre le chef rebelle casamançais Salif Sadio.

Si le Sénégal a joué ses atouts diplomatiques de façon habile, cette politique n'a fonctionné qu'un temps. D'abord, après la période faste du premier mandat d'Abdoulaye Wade (2000–2007), où le Sénégal a eu un véritable rayonnement diplomatique et un surcroît de puissance, le deuxième mandat de Wade a été marqué par une usure relative. Ensuite, la mort de ses deux alliés guinéens, le président Vieira et le général na Wai, en mars 2009 a fragilisé l'influence du Sénégal. Enfin, si Dakar avait pu être si influent à Bissau, c'est que la Guinée-Bissau était très isolée au sortir de la guerre du 7 juin. Au fond, Wade a su profiter de la marginalisation de la Guinée-Bissau au début des années 2000 pour y acquérir de l'influence. Il a d'ailleurs procédé de même avec les régimes militaires établis en Mauritanie et en Guinée Conakry : ces régimes mal vus, marginalisés et en quête de reconnaissance étaient des cibles à la mesure des ressources limitées du Sénégal de Wade, qui a pu engager son influence et son prestige pour tenir un rôle de parrain et de médiateur auprès de la communauté internationale à leur profit.

Mais Bissau a rompu son isolement diplomatique dans la deuxième moitié des années 2000. A la faveur d'une nouvelle secousse politico-militaire survenue à Bissau en avril 2010, l'Angola s'est imposé comme le nouveau parrain des autorités guinéennes, établissant une relation de patronage privilégiée avec le Premier ministre Carlos Gomes Júnior, également favori par défaut de la communauté internationale, et avec le chef d'état-major António Injai. Le Sénégal continue à travailler ses relais et alliances à Bissau, mais pourrait bien ne plus retrouver l'influence si particulière qu'il y a exercée un temps.

ÉPILOGUE

Ce texte a été finalisé début mars 2012, alors même que le Sénégal et la Guinée-Bissau organisaient chacun des élections présidentielles. Le 25 mars 2012, Abdoulaye Wade était battu au second tour par Macky Sall, un de ses anciens premiers ministres. Une semaine plus tôt, le 18 mars, Carlos Gomes Júnior, premier ministre sortant, remportait 49 pour cent des voix au premier tour du scrutin présidentiel. A Bissau, militaires et politiques étaient nombreux à craindre que la très probable victoire de Gomes Júnior ne lui permette d'exercer un pouvoir personnel et sans partage, au nom des réformes nécessaires et avec le soutien de la communauté internationale, et en particulier du Portugal et de l'Angola. Le 12 avril 2012, encouragés par le blocage du processus électoral par des opposants qui refusent de valider les résultats du premier tour, les militaires suspendent le processus électoral et arrêtent Gomes Júnior, qu'ils accusent d'avoir fomenté avec l'Angola un complot contre l'armée nationale. Avec le soutien des principaux partis d'opposition et des adversaires de Gomes Júnior au sein du PAIGC, les militaires mettent en place des autorités de transition que Gomes Júnior et la majorité parlementaire PAIGC refusent de reconnaître.

Au Sénégal, qui semblait avoir accepté sa perte d'influence, la victoire de Gomes Júnior et la relation privilégiée de ce dernier avec l'Angola, cette nouvelle secousse ouvre une opportunité de jouer un rôle. Avec plusieurs autres pays de la CEDEAO mécontents de visées angolaises en Afrique de l'ouest, au Nigeria, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, le Sénégal va soutenir la transition là où l'Angola et le Portugal la refusent et exigent le retour au pouvoir de Gomes Júnior et la poursuite du processus électoral interrompu. La CEDEAO a beau souligner qu'il faut bien prendre en compte le pouvoir de fait qu'exercent les putschistes victorieux, il est évident pour les observateurs que plusieurs États ouest-africains influents, dont le Sénégal, ne sont pas mécontents de voir l'Angola et son allié guinéen Gomes Júnior en mauvaise posture à Bissau. Dans le camp de Gomes Júnior, on n'hésite pas à accuser la CEDEAO (ou certains de ses membres), voire la France, d'avoir organisé le coup d'État.

Sous la pression des militaires guinéens, les troupes angolaises se retirent pacifiquement de Bissau, et la CEDEAO déploie une force de 600 hommes qui comprend un petit contingent sénégalais⁸³. Un peu plus de dix ans après l'opération Gabou, des soldats sénégalais débarquent donc à nouveau à Bissau, cette fois bien accueillis par l'armée guinéenne. Dans les arènes internationales, en lien avec certains partenaires clés de la CEDEAO, le Sénégal s'emploie à défendre les autorités de transition. C'est à Dakar que le président de transition, Manuel Serifo Nhamadjo, fait sa première sortie diplomatique, le 14 juin 2012.

Le destin de la transition est encore bien incertain, car le PAIGC et Gomes Júnior et leurs alliés internationaux refusent toute mesure transitoire. Si les autorités de transition et l'armée guinéenne tiennent bien le pays, elles sont encore très isolées diplomatiquement et ont des problèmes de ressources que la CEDEAO et l'UEMOA ne peuvent combler totalement. Les événements confirment en tout cas bien l'importance stratégique de Bissau pour le Sénégal, et la capacité de ce petit pays à l'action diplomatique, action qu'elle peut appuyer sur ses petites ressources militaires⁸⁴ et relayer au travers de la CEDEAO.

NOTES

- 1 Les matériaux de cet article ont été rassemblés lors de recherches menées pour le compte du Centre national de la recherche scientifique et financées par le laboratoire Les Afriques dans le Monde, anciennement Centre d'étude d'Afrique noire, accueilli à l'Institut d'études politiques de Bordeaux. L'auteur tient à remercier Camille Bauer, Marina Temudo, Momar-Coumba Diop, Daniel Bach, Jean-Claude Marut, Richard Moncrieff, Aristides Gomes et Victor Pereira pour leurs précieux commentaires. L'adjectif « guinéen » renvoie ici à la Guinée-Bissau. Les mentions éventuelles du pays voisin homonyme, la Guinée, seront toujours accompagnées du nom de sa capitale, Conakry.
- 2 Sur le conflit casamançais, voir Marut J-C, *Le conflit de Casamance. Ce que disent les armes*. Paris : Karthala, 2010 ; ainsi que Foucher V, « *On the matter (and materiality) of the nation: interpreting Casamance's unresolved separatist struggle* », *Studies in Ethnicity and Nationalism*, 11, 1, 2011 ; et « *Senegal: the resilient weakness of Casamançais separatists* », Boas M & KC Dunn (dir.), *African Guerrillas: Raging Against the Machine*. Boulder : Lynne Rienner, 2007.
- 3 Bayart J-F, « *Africa in the world: a history of extraversion* », *African Affairs*, 99, 2000, pp. 217–267.
- 4 Barry B, *La Sénégalie du XVe au XIXe siècle. Traite négrière, islam et conquête coloniale*. Paris : L'Harmattan, 1988.
- 5 Avec ou sans l'accord de leur hiérarchie, les responsables sénégalais faisaient souvent semblant de ne pas voir les activités du PAIGC en territoire sénégalais, y compris les déplacements de pièces d'artillerie lourde. Entretien avec un membre de la branche armée du PAIGC, Bissau, juin 2010.
- 6 Conformément à la ligne du PAIGC, la Guinée-Bissau et le Cap Vert ont formé une union à l'indépendance.
- 7 Entretien avec un responsable du ministère guinéen de l'Intérieur, Bissau, octobre 2009.
- 8 Entretien avec un responsable du MFDC, Mandinari (Gambie), mars 2000.
- 9 Les deux pays ont signé le 14 octobre 1993 un accord pour la gestion en commun de la zone contestée, accord qui a donné lieu à la création de l'Agence de gestion et de coopération entre le Sénégal et la Guinée-Bissau.
- 10 Sur la guerre du 7 juin, voir Martins M, « Le conflit en Guinée Bissau : chronologie d'une catastrophe », *L'Afrique politique*, 1999, pp. 213–218 ; ainsi que le numéro spécial de la revue *Soronda : Revista de Estudos Guineenses*, décembre 2000.
- 11 Là où Dakar entendait soutenir son allié supposé face au MFDC et semble avoir envisagé d'en profiter pour aller attaquer les séparatistes à revers, le président de la Guinée Conakry, le général Lansana Conté, était un ami personnel de Nino Vieira depuis l'époque de la lutte de libération.
- 12 Djalo T, « Lições e legitimidade dos conflitos políticos na Guiné-Bissau », *Soronda : Revista de Estudos Guineenses*, décembre 2000, pp. 29–32. Un véritable marché noir s'est mis en place pendant les mois de la guerre, les soldats embarquant pour Dakar et Conakry des biens de consommation pillés à Bissau et rachetés à bas prix. Entretien avec un ancien receleur, Bissau, octobre 2009.
- 13 Wade porte ainsi la part guinéenne des éventuels revenus de 15 % à 20 %.
- 14 Lusa, « Guinée-Bissau – Kumba Ialá distribui um milhão de euros a Governo, FAs e MAI », 29 novembre 2002.

- 15 Certains séparatistes lui reprochent son jusqu'au-boutisme, son autoritarisme, sa brutalité, son peu d'égard pour les civils et son indépendance par rapport à l'aile politique du mouvement. Par ailleurs, comme beaucoup de militants MFDC, Sadio est un musulman du Buluf, un terroir situé au nord, de l'autre côté du fleuve Casamance, et il est accusé d'avoir favorisé les siens au sein du mouvement. Dès septembre 2000, des violences avaient opposé entre eux des militants du MFDC en territoire guinéen, et Mané était intervenu pour faire libérer les hommes de Sadio arrêtés par les forces guinéennes. *AFP* (Agence France-Presse), « Rebels in Casamance postpone meeting following internal strife », 2 janvier 2001.
- 16 *BBC Monitoring Service*, « Casamance faction leader accuses Guinea-Bissau government of 'open war' », 18 janvier 2001.
- 17 *AFP*, « Vingt-quatre maquisards casamançais tués dans le nord de la Guinée-Bissau », 8 janvier 2001.
- 18 *PANA* (Pan-African News Agency), « Le gouvernement n'interviendra pas dans les problèmes sénégalais », 21 janvier 2001.
- 19 Kassolol se contente alors de réagir par la force aux tentatives de grignotage et d'intrusion de l'armée sénégalaise et des civils casamançais dans sa zone de contrôle.
- 20 « Inquiétudes pour la Casamance », *Wal Fadjri* (Dakar), 15 September 2003.
- 21 Entretiens avec un membre du Conseil National de Transition, Bissau, mai 2008, et avec un diplomate africain, Bissau, octobre 2009.
- 22 Archives de l'auteur.
- 23 *IRIN* (Integrated Regional Information Networks), « Guinea-Bissau: Army admits soldiers' death », *Wal Fadjri*, 14–20 février 2004.
- 24 « Guinée-Bissau : Cinq morts chez les rebelles », 26 février 2004.
- 25 Entretiens avec des militaires bissau-guinéens, Bissau, octobre 2009.
- 26 *AFP*, « Guinée-Bissau : L'ONU paiera bientôt les arriérés de primes des mutins », 16 octobre 2004.
- 27 « Général Tagmé Na Way à Dakar : pour une surveillance correcte de la frontière sénégalobissau-guinéenne », *Wal Fadjri*, 15 février 2005.
- 28 *PANA*, « Don d'équipements du Sénégal à l'armée bissau-guinéenne », 1 mars 2005.
- 29 Un épisode au moins permet d'établir que Conakry a promis des ressources à l'armée bissau-guinéenne, un navire militaire de Conakry ayant coulé dans le port de Bissau avec à son bord 40 tonnes de riz, une citerne de carburant et des uniformes. Voir *PANA*, « Un navire de la Guinée Conakry coule au port de Bissau », 4 octobre 2005. Selon certaines sources, certains chefs militaires de Bissau se seraient vus remettre de l'argent, mais aussi offrir une participation au transit de la cocaïne latino-américaine en Afrique de l'ouest, transit dans lequel étaient impliqués des proches de la présidence Conté, dont son propre fils. Entretiens avec des proches de Vieira, Dakar, mai 2011, et avec des experts européens, Conakry, avril 2011, et Dakar, janvier 2012.
- 30 De façon très significative, Yala fait de sa relation Wade un argument de campagne, affirmant par exemple que s'il est élu, Wade mettra dix millions de dollars à disposition de l'armée guinéenne. *Lusa*, « Guiné-Bissau : Kumba Ialá reassume-se como candidato às presidenciais », 26 mai 2005.
- 31 *Jeune Afrique*, « Nino le caméléon », 1 août 2005. Entretien avec un ancien ministre guinéen, Paris, décembre 2011.
- 32 *BBC Monitoring Africa*, « Ousted Guinea-Bissau president flown to Senegal for talks ahead of crucial poll », 23 mai 2005.

- 33 *BBC Monitoring Africa*, « French radio interviews Guinea Bissau president-elect Joao Vieira », 22 septembre 2005 ; « Nino Vieira président, un atout pour la paix en Casamance », *Wal Fadjri*, 25 juillet 2005.
- 34 La liste comprend plusieurs vieux alliés (le Français Jacques Chirac, l'Equato-Guinéen Obiang Nguema, le Nigérien Olusegun Obasanjo) et d'autres clients (le Nigérien Mamadou Tandja et le Malgache Marc Ravalomanana). APS (Agence de Presse Sénégalaise), « 8 chefs d'État seront présents à la cérémonie de remise du Prix Houphouët Boigny », 12 mai 2006.
- 35 AFP, « Tagmé Na Wai investi chef d'État-major des armées », 6 janvier 2006.
- 36 PANA, « 2.178 réfugiés bissau-guinéens sont arrivés à Ziguinchor », 23 mars 2006.
- 37 PANA, « Près de 60 soldats bissau-guinéens tués par le MFDC », 1 avril 2006.
- 38 PANA, « L'ancien ministre de l'Intérieur de la Guinée-Bissau arrêté », 3 avril 2006.
- 39 PANA, « Le président Vieira demande la poursuite des combats contre le MFDC », 3 avril 2006.
- 40 PANA, « Bissau réclame le droit de poursuivre Salif Sadio », 24 avril 2006.
- 41 « Casamance – Bissau donne un coup de pouce au processus de paix », *Wal Fadjri*, 17 août 2007.
- 42 Voir ICG (*International Crisis Group*), « Guinea-Bissau: beyond the rule of the gun », *Africa Briefing*, 61, 25 juin 2009.
- 43 « Peur sur les obsèques de « Nino » Vieira à Bissau : Wade recule face au danger », *Le Quotidien*, 11 mars 2009.
- 44 Entretien avec un diplomate africain, Bissau, octobre 2009.
- 45 Entretien, Bissau, octobre 2009.
- 46 Entretien avec un responsable « radical » du Front Sud du MFDC, Bissau, septembre 2009.
- 47 « GAF, Guinea-Bissau armed forces sign MoU », *The Daily Observer*, 30 mars 2009.
- 48 AFP, « L'armée de Guinée-Bissau en alerte près du Sénégal (source militaire) », 14 octobre 2009.
- 49 « Situation politique en Guinée-Bissau : Malam Bacai Sanhá demande au président Wade de s'impliquer davantage », *Le Soleil*, 5 décembre 2005 ; « Malam Bacai Sanhá : La rébellion doit déposer les armes en Casamance », *Wal Fadjri*, 5 décembre 2005.
- 50 Malan Bécaye Sagna, candidat à la présidence bissau-guinéenne : « L'indépendance de la Casamance est une utopie », *Wal Fadjri*, 15 mai 2009.
- 51 Sanhá a d'ailleurs pris un soin particulier de sa communication à destination du monde francophone : un cabinet s'est activé à Paris pour sa cause, contribuant de nombreuses entrées à une *Lettre de la Lusophonie*, entrées dans lesquelles Sanhá est toujours présenté sous un angle favorable.
- 52 APS, « Malam Bacai Sanhá 'très satisfait' du travail de Sénégal Bâches », 7 septembre 2009.
- 53 APS, « Malam Bacai Sanhá, l'espoir d'un retour à un État moderne », 4 septembre 2009 ; « Investiture de Malam Bacai Sanhá : un cachet populaire annonciateur de ruptures », 4 septembre 2009.
- 54 *Africa 21 Digital*, « Presidente do Senegal oferece quatro viaturas ao seu homólogo guineense », 24 août 2010.
- 55 *Les Afriques*, « C'est l'État sénégalais qui a pris en charge les frais d'hospitalisation du président de Guinée Bissau », 27 octobre 2010.
- 56 Par exemple, le Festival mondial des Arts nègres ou l'accueil au Sénégal des étudiants haïtiens accueillis par le Sénégal après le tremblement de terre en Haïti. *Le Soleil*, « Me Abdoulaye Wade aux étudiants haïtiens – Vous êtes chez vous en terre africaine du Sénégal », 14 octobre 2010 ;

- « Ouverture 3^{ème} FESMAN : simplement grandiose! », *Le Point du Jour* (Dakar), 11 décembre 2010.
- 57 Entretien avec un ancien conseiller du président Sanhá, Bissau, 24 mai 2012.
- 58 APS, « Sénégal : Abdoulaye Baldé pour le traitement de « questions plus importantes » que celle de la frontière », 12 février 2010.
- 59 Sur la Guinée-Bissau depuis avril 2010, voir ICG, « Au-delà des compromis : les perspectives de réforme en Guinée-Bissau », *Rapport Afrique*, 183, 23 janvier 2012.
- 60 APS, « Carlos Gomes Júnior attendu à Dakar, lundi », 13 février 2011.
- 61 *SudOnLine*, « Casamance : Le CEMGA le général Abdoulaye Fall à Bissau », 25 juin 2011 ; Lusa, « Rebeldes são problema do Senegal, mas não vamos permitir perturbações à paz –CEMGFA guineenses », 23 juin 2011.
- 62 « Sénégal : Banditisme transfrontalier – Le Sénégal et la Guinée-Bissau vont organiser des patrouilles communes », *Le Soleil* (Dakar), 19 septembre 2011.
- 63 Voir par exemple Van der Drift R, « *Democracy: legitimate warfare in Guinea-Bissau* », *Soronda : Revista de Estudos Guineense*, décembre 2000, pp. 37–65.
- 64 Selon les données de la Direction of Trade Statistics du FMI, cités in Economist Intelligence Unit, « Country Profile. São Tomé and Príncipe, Guinea-Bissau, Cape Verde 1996–97 », p. 63 ; et Economist Intelligence Unit, « *Country Profile 2007. Guinea-Bissau* », p. 30.
- 65 Une mutuelle portugaise qui détenait encore 15 pour cent du capital de la quatrième banque de Bissau, la Banco da África Ocidental, les a vendus en 2007 au magnat chinois Stanley Ho, who operates from the former Portuguese colony of Macau. Voir *Angop (Angola Press)*, « Guinée-Bissau : Actividade reduzida e integração na UEMOA deixa país fora da rede dos bancos portugueses », 6 novembre 2009.
- 66 Entretiens, Bissau, octobre 2009.
- 67 Voir par exemple « Université Cheikh Anta Diop de Dakar : La nouvelle destination des étudiants de la Guinée-Bissau », *Le Soleil*, 8 avril 2008.
- 68 Sur l'évolution du Sénégal dans les années 2000, on se reportera à Dahou T & V Foucher, « *Senegal since 2000: rebuilding state hegemony in a global age* », in Mustafa R & L Whitfield (dir.), *Turning Points in African Democracy*. Oxford : James Currey, 2009, pp. 13–30.
- 69 « São Domingos corre a ritmo galopante », <http://www.jornalnopintcha.com> (sans date).
- 70 Voir Bordonaro L, « *Living at the Margins. Youth and Modernity in the Bijagó Islands (Guinea-Bissau)* », PhD dissertation. Lisbonne, ISCTE, 2007 ; et Vigh H, *Navigating Terrains of War. Youth and Soldiering in Guinea-Bissau*. New York : Berghahn Books, 2006.
- 71 L'auteur a ainsi vu un entretien avec un important membre de l'Assemblée nationale tourner court car ce dernier devait aller prendre sa leçon de français.
- 72 Entretiens avec des diplomates français, Paris, juin 2011. Cité par Wikileaks, un diplomate américain relevait ainsi en 2005 que si le Sénégal se félicitait de sa relation avec Kumba Yala, la France allait vraisemblablement suivre la ligne portugaise sur le dossier guinéen. US Embassy Paris, « MFA official discusses CAR, Guinea-Bissau, Guinea », 25 avril 2005, <http://wikileaks.org/cable/2005/04/05PARIS2789.html>.
- 73 Dahou T & V Foucher, « *Senegal since 2000* », *op. cit.*, p. 19.
- 74 Les données utilisées sont celles de la Banque de France, disponibles à l'adresse suivante http://www.banque-france.fr/fr/eurosys/zonefr/page2_2008.htm. Rappelons, pour la comparaison, que la Guinée-Bissau comptait 1,5 millions d'habitants et que le Sénégal en comptait un peu moins de 10 fois plus (13 millions d'habitants).

- 75 APA (Agence de presse africaine), « Economie : Les députés approuvent le budget de l'État qui s'élève à près de 120 milliards de FCFA », 10 décembre 2009.
- 76 Sur la montée de l'Angola en Guinée-Bissau, voir ICG, « Au-delà des compromis ... », *op. cit.*, pp. 5-8.
- 77 « Conseil des ministres : Le chef de l'État maintient le prix de l'huile à son niveau actuel », 1 octobre 2010, <http://www.lesoleil.sn>.
- 78 « MISSANG instalada em Bissau », *O País* (Luanda), 29 mars 2011.
- 79 Deux des adversaires de Gomes Júnior, Serifo Nhamadjo et Afonso Tê, qui se réclament respectivement héritiers politiques de Malam Bacai Sanhá et de Nino Vieira, sont passés à Dakar pendant la campagne électorale, mais il semble qu'ils n'ont pas été bien reçus. Entretien avec un haut fonctionnaire sénégalais proche du dossier guinéen, Dakar, avril 2012.
- 80 On pense bien sûr à la façon dont Malam Bacai Sanhá a pu se dire le frère, puis le fils d'Abdoulaye Wade.
- 81 Le président Wade lui-même a mentionné avoir, du temps où il était dans l'opposition, reçu de l'argent du président gabonais Omar Bongo. A Wade, *Une vie pour l'Afrique. Entretiens avec Jean-Marc Kalfèche et Gilles Delafon*. Paris: Michel Lafon, 2006, p. 202. La mallette qu'il a fait remettre en octobre 2009 au représentant sortant du FMI au Sénégal, Alex Segura, contenant 100 000 euros et 50 000 dollars, a défrayé la chronique. A l'automne 2011, avant de se dédire, l'avocat français Robert Bourgi a évoqué une contribution considérable de la présidence sénégalaise à la campagne électorale du président français Jacques Chirac en 2002.
- 82 Abdoulaye Dieng, l'ambassadeur sénégalais à Bissau, général de réserve de l'armée sénégalaise, est en poste depuis 2002. Il est difficile de ne pas penser aux longs mandats effectués par certains ambassadeurs français dans certains pays africains particulièrement stratégiques, Michel Dupuch à Abidjan de 1979 à 1993, ou Maurice Delauney à Libreville de 1967 à 1972 et de 1975 à 1979.
- 83 Sans doute pour ne pas raviver les souvenirs de la guerre du 7 juin, le Sénégal a pour sa part déployé des troupes non combattantes, unité du génie et unité médicale.
- 84 De ce point de vue-là, il faut relever que le Sénégal a demandé à la France d'assurer le transport de ses hommes à Bissau.

SAIIA'S FUNDING PROFILE

SAIIA raises funds from governments, charitable foundations, companies and individual donors. Our work is currently being funded by, among others, the Bradlow Foundation, the United Kingdom's Department for International Development, the European Commission, the British High Commission of South Africa, the Finnish Ministry for Foreign Affairs, the International Institute for Sustainable Development, INWENT, the Konrad Adenauer Foundation, the Royal Norwegian Ministry of Foreign Affairs, the Royal Danish Ministry of Foreign Affairs, the Royal Netherlands Ministry of Foreign Affairs, the Swedish International Development Cooperation Agency, the Canadian International Development Agency, the Organisation for Economic Co-operation and Development, the United Nations Conference on Trade and Development, the United Nations Economic Commission for Africa, the African Development Bank, and the Open Society Foundation for South Africa. SAIIA's corporate membership is drawn from the South African private sector and international businesses with an interest in Africa. In addition, SAIIA has a substantial number of international diplomatic and mainly South African institutional members.

South African Institute of International Affairs
Jan Smuts House, East Campus, University of the Witwatersrand
PO Box 31596, Braamfontein 2017, Johannesburg, South Africa
Tel +27 (0)11 339-2021 • Fax +27 (0)11 339-2154
www.saiia.org.za • info@saiia.org.za

